

NOTRE FIL ROUGE : LA REPUBLIQUE LAÏQUE ET SOCIALE

Premiers signataires :

Membres du secrétariat national : Jean-Luc Laurent, président du MRC, Catherine Coutard, vice-présidente du MRC, Bastien Faudot, porte-parole du MRC, Christophe Bénavidès (75), Thierry Cotelle (31), Béatrice Desmartin (75), Ladislav Polski (06), Martine Souvignet (69)

Membres du conseil national : Serge Epinard (93), Emmanuel Jallageas (71), Christophe Joseph (91), Sébastien Lejeune (77), Babette Lépine (94), Alain Letailleur (90), Joël Lopes (77), Esteban Piard (94), Christian Proust (90), Vincent Rocheteau (31), Fabrice Simonin (90), Joël Urbajtel (90), Frédéric Vergez (38), Michel Vignal (02), Patrick Quinqueton (54), Alain Meuillemiestre (02), Alain Lanquetin (02)

Autres membres : Marcel Boissac (82), Francis Claustre (31), Pascale Cuny (46), Marie-Jeanne Da-Col (68), Sébastien Duffort (31), Jean-François Flécher (31), Rémy Guardos (82), Alain Laporte (32), Régis Léonard (31), François Mas (33), René Moreno (48), David Paufert (90), Guy Poilvé (94), Yves Brun (02)

L'année 2017 a bouleversé le paysage politique français en refermant le cycle ouvert à Epinay et sa stratégie d'union de la gauche sur la base d'un programme de transformation sociale. Le chantier de reconstruction de la gauche doit être engagé. Pour le MRC, il s'agit de mener une mutation qui s'inscrit dans la continuité de notre histoire.

* *
*

I. LA LONGUE MARCHÉ DE NOTRE FAMILLE POLITIQUE : DU CERES AU MRC

Le Mouvement Républicain et Citoyen procède d'une longue histoire qui est née avec le CERES en 1966 à partir d'une intuition : celle d'organiser la reconquête du pouvoir au service de la transformation sociale à partir de la vieille SFIO alors en faillite. Cette intuition était assortie d'une stratégie qui visait à mettre en œuvre, dans un même mouvement, la rénovation idéologique et militante du Parti Socialiste d'alors et à promouvoir le rassemblement d'une gauche unie sur un programme de gouvernement. Cette stratégie se confrontait à la logique de la Troisième force qui depuis la IV^{ème} République avait vu s'allier la SFIO, les radicaux, les centristes et les démocrates-chrétiens...

Le « moment Epinay » sera la première grande victoire de cette stratégie. En permettant à François Mitterrand de s'emparer du nouveau Parti socialiste, le CERES joue un rôle de pivot décisif : non seulement il assure la majorité, mais surtout, c'est la stratégie de l'Union de la gauche portée par sa motion qui l'emporte. Rapidement, des négociations sont menées avec le Parti Communiste alors largement dominant à gauche, afin de concevoir le programme commun. Dès le départ, le rôle d'aiguillon du CERES est assumé : « La question n'est pas de savoir qui au départ est le plus fort, mais qui, dans une perspective dynamique est le mieux placé pour bénéficier de l'alliance »¹. L'issue des négociations conduira à l'adoption du Programme commun et à la candidature de François Mitterrand en 1974 portant les espoirs d'une gauche enfin rassemblée. La victoire échappe de peu.

¹ Motion P (CERES) du congrès d'Epinay

Cette stratégie continuera à faire l'objet de longs débats et connaîtra quelques vicissitudes que marqueront des changements d'alliance au sein du Parti Socialiste au cours des années 70. Une ligne de front oppose alors l'anticommunisme de la « gauche américaine » de Michel Rocard et celle du CERES qui prône l'alliance avec le PCF. Cette dernière finira par l'emporter au congrès de Metz de 1979 qui ouvre en grand le chemin de la victoire sur la base du projet socialiste préparé par Jean-Pierre Chevènement : les 110 propositions.

L'élection de François Mitterrand en mai 1981 est porteuse d'espoir. Le vent des grandes réformes permet en moins d'une année d'apporter les changements promis : nationalisations, création de l'impôt sur la fortune, instauration d'une 5^{ème} semaine de congés payés, réduction de la durée légale du travail à 39 heures, augmentation du SMIC de 10 %, retraite à 60 ans, abolition de la peine de mort, acte I de la décentralisation, développement de la démocratie économique avec les lois Auroux, etc.

Le projet socialiste pour la France rencontre cependant un contexte international peu propice. D'une part, les démocraties occidentales font simultanément un choix largement contraire avec l'élection de Thatcher en Grande-Bretagne, de Reagan aux Etats-Unis et de Kohl en Allemagne. D'autre part, le bloc soviétique a déjà entamé son lent effondrement alors que plusieurs ministres communistes participent au gouvernement de la France. La révolution libérale a commencé à installer son hégémonie et la France paraît à contretemps. Les pressions extérieures et les tenants d'une ligne modérée au sein de la social-démocratie française auront raison de l'élan des grandes transformations : le tournant de la rigueur de 1983 conduira à la première démission de Jean-Pierre Chevènement et à la marginalisation du CERES au sein de l'appareil socialiste.

Une réflexion s'engage alors dans notre courant à partir d'une prise de conscience : si l'expérience du pouvoir a conduit le Parti Socialiste à trahir les espoirs qu'il avait suscités avec sa victoire, c'est parce que la perspective du socialisme devait être redéfinie en profondeur face au choix de la social-démocratie de proposer la construction européenne comme utopie de substitution au projet de transformation sociale. Après l'Acte unique en 1985 et la cuisante défaite aux législatives de 1986, le CERES engage une première mutation et devient Socialisme et République en 1987, ranimant alors la conviction de Jaurès : « le socialisme, c'est la République jusqu'au bout ». De fait, la post-démocratie est déjà en marche et Socialisme et République porte la question de la souveraineté populaire au cœur du combat. L'impuissance de la gauche à penser de concert la question sociale et le combat pour la nation républicaine conduira à la confirmation de la ligne de fuite européenne avec le traité de Maastricht en 1992 et la soumission atlantiste (première guerre du Golfe en 1991).

Dès lors, notre famille politique, ayant fait l'expérience douloureuse de son incapacité à peser de l'intérieur, fait le choix de la rupture après la démission de Jean-Pierre Chevènement du ministère de la Défense le 29 janvier 1991. La deuxième mutation intervient alors avec la création du Mouvement des Citoyens en 1992 pour faire campagne pour un "Non républicain" au traité de Maastricht où nous faisons le choix de l'autonomie pour peser sur le PS de l'extérieur. La sévère défaite aux élections européennes en 1994 qui ouvre la période de la longue marche d'une part, et l'annonce du droit d'inventaire par Lionel Jospin sur la présidence de François Mitterrand d'autre part, rouvrent la voie à une stratégie d'alliance pour l'élection présidentielle de 1995. Elle débouchera sur le choix du MDC de participer à la gauche plurielle après la dissolution de 1997. Le MDC s'engage pour la refondation républicaine de toute la gauche et appelle à la création d'un grand parti pour rassembler toutes ses composantes. Les partis de gauche refusent cette idée. Fût-elle exigeante et conséquente dans ses combats, la gauche républicaine que nous incarnons a toujours recherché les voies et les moyens de ne pas désarmer la gauche et de participer à l'action. Malgré des avancées notoires (CMU, réduction du temps de travail, PACS, loi sur la parité, loir Réséda) le centre de gravité de la gauche plurielle se déplace et le MDC se trouve à nouveau confronté à la logique des renoncements avec la séquence des nombreuses privatisations et la ratification du Traité d'Amsterdam. Le processus de Matignon sur la Corse conduira à une nouvelle rupture et à la troisième démission de Jean-Pierre Chevènement.

Dès lors, nous faisons le choix de porter sa candidature à l'élection présidentielle de 2002 avec l'espoir de « faire turbuler le système » pour remettre la gauche à l'endroit. La première phase de campagne s'avère prometteuse, mais la stratégie de dépassement et d'élargissement début 2002 avec la création du Pôle Républicain (3^{ème} mutation) ne fonctionnera pas. Pour la gauche républicaine, le résultat de 2002 est doublement cruel : d'abord le résultat de 5,33 % s'avère décevant à l'issue d'une campagne aussi dynamique,

mais surtout, la débâcle de Lionel Jospin éliminé au soir du premier tour et dont le PS nous fait porter l'exclusive responsabilité imprègne dans l'opinion publique. Pour la gauche républicaine commence alors une longue traversée du désert.

La création du MRC il y a 15 ans constitue la quatrième et dernière mutation depuis le CERES. Elle correspondait alors à une nécessité : ressouder les forces et inscrire le mouvement au sein de la gauche française. Notre campagne victorieuse lors du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005 a permis dans un premier temps de donner une visibilité au combat, mais les campagnes présidentielles de 2007, 2012 et 2017 nous ont conduits à dresser un même constat : le MRC n'est pas parvenu à franchir le mur médiatique et à être présent sous ses propres couleurs. 2007, malgré la capacité d'influence reconnue auprès de la candidate socialiste a abouti à la défaite. 2012, avec une influence réduite sur le candidat socialiste a conduit à une victoire pour rien. 2017, avec le choix d'une candidature autonome a conduit au constat que le parti ne parvenait pas à franchir le mur des 500 signatures avec un réseau d'élus modeste et des forces militantes émoussées au fil des ans.

Cette trajectoire de plus de 60 années, cohérente et déterminée, au-delà des évolutions du CERES au MRC, conduit à un constat paradoxal : plus les idées que nous portons s'avéraient pertinentes, plus notre capacité d'action politique était réduite. Il est temps d'en prendre acte et de passer à autre chose. Mais avant, il nous faut faire ensemble une actualisation de ce que nous pensons du Monde tel qu'il s'impose à nous en ce début de XXI^{ème} siècle.

II. LA PRÉSIDENTIE MACRON, *SONGE D'UNE NUIT D'ETE*

Personne n'a vu surgir Emmanuel Macron. Certes, il répondait au désir de renouveau après le retrait de François Hollande et le discrédit de François Fillon, mais il continuait d'annoncer les rengaines du centre politique dans ce qu'il a de plus central. Les milliers de Français qui se sont vus un temps « en marche » témoignent de la nature monarchique de la V^{ème} République : c'est l'homme, davantage que les idées, qui rencontre les citoyens.

Il a également bénéficié d'un quinquennat gâché par le reniement des promesses de campagne. Le discours du Bourget est resté une incantation dépourvue de débouché dans l'action politique. TSCG, CICE, Lois travail, règle d'or, « *Two pack* », « *Six pack* », rien que sur le plan économique et financier, la gauche dite « de gouvernement » s'est reniée en se plaçant sagement dans le giron des comptables de Bruxelles.

Après l'échec du mandat et l'échec aux élections, cette même gauche sociale-libérale a entretenu l'ambiguïté. Dès son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le Premier ministre issu de la droite, n'avait pourtant pas dissimulé ses intentions². Malgré une pareille offensive contre la puissance publique, les services publics et les fonctionnaires, une partie des députés de gauche ont préféré voter la confiance au gouvernement ou s'abstenir !

Un an après l'élection présidentielle, Emmanuel Macron s'est révélé être le Président de la fusion des libéraux de gauche et de droite qui partagent la même méfiance à l'égard de la puissance publique et la même confiance aveugle dans les vertus du marché. Le « ni de gauche, ni de droite » s'est mué en un ordre de mission édicté par les grandes institutions financières. L'euphorie n'a été que passagère : les APL diminuées, la suppression de l'ISF, la mise au placard de l'*exit tax* opérées en un temps record témoignent de l'empressement de celui que la trajectoire semblait inscrire à *gauche* à mettre en œuvre le programme de la droite libérale.

² « Il y a une addiction française à la dépense publique. Comme toute addiction, elle ne règle rien du problème qu'elle est censée soulager. Comme toute addiction, elle nécessitera de la volonté et du courage pour s'en désintoxiquer [...] pour atteindre ces objectifs sur la dépense publique, il va falloir agir sur trois leviers. D'abord, stopper l'inflation de la masse salariale du secteur public qui représente le quart de nos dépenses publiques. Ensuite, si nous voulons financer nos priorités et ne pas continuer à paupériser l'Etat, nous devons choisir et remettre en cause certaines missions... », Discours de politique générale d'Edouard Philippe, le 4 juillet 2017

Car le gouvernement est bien tenu par la « main invisible » qui conduit à la privatisation de la SNCF à grands renforts de modèles allemand ou anglais, dont les résultats, pour ce dernier, sont déjà connus : augmentation des tarifs, baisse de qualité du service. Le plan « Action publique 2022 » en est le témoin, lui qui prévoit des suppressions de postes massives dans les fonctions publiques alors que les personnels hospitaliers, militaires ou policiers crient leur souffrance quotidienne. La recette est aussi éculée qu'efficace : provoquer le dysfonctionnement des services publics pour mieux expliquer ensuite qu'ils ne répondent plus efficacement aux attentes des usagers. Tous les dossiers ont été ouverts de concert depuis un an et surtout avec une brutalité qui laisse croire que les rares concessions faites représentent de lourds sacrifices. Se plaindre des conséquences tout en chérissant les causes, disait Bossuet.

Face à cette offensive, le paysage politique s'avère très incertain. Les élections législatives partielles ont confirmé l'impasse de la stratégie d'éparpillement pour la gauche : les victoires de LREM et de LR semblent autant de signaux de citoyens lassés par l'émiettement.

Emmanuel Macron se campe dans l'incarnation. Il cherche à matérialiser dans le réel une certaine forme de verticalité, et même de transcendance. Il tente d'*habiter*, sinon le pays, du moins la fonction, quand la gauche ne sait pas encore quelle figure pourrait efficacement tracer le chemin agonistique dans lequel elle doit s'engouffrer si elle veut à nouveau gouverner.

Politiquement, cette conception doit alerter les républicains laïques que nous sommes : le discours au collège des Bernardins, les appels du pied aux autorités religieuses, la visite au pape François résonnent comme de grossières tentatives de récupération d'une mystique que la République ne serait plus capable de produire. La V^{ème} République ne sera jamais romaine : à vouloir *jupiteriser* le pouvoir, le président perd l'équilibre et témoigne de son mépris.

Mais désormais la période de grâce est à l'évidence terminée : mauvais résultats économiques, démissions impromptues de ministres d'Etat, affaire Benalla, incapacité à peser véritablement sur la scène internationale. En moins de 18 mois, le nouveau monde a pris un coup de vieux et le mandat Macron est déjà compromis.

III. COMPRENDRE LE MONDE TEL QU'IL EST

Plus de 3 000 traités bilatéraux ou internationaux impulsés et coordonnés depuis 30 ans par le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale et l'OCDE organisent aujourd'hui à l'échelle mondiale la dérégulation, la déréglementation et la désintermédiation des marchés financiers.

La commission européenne a, dès les années 80, décliné cette évolution dans l'Union à travers la politique dite des quatre libertés de circulation : des marchandises, des capitaux, des services et des personnes. Directives européennes, obligations renforcées de mise en ordre économique, sociale et budgétaire, nouveaux règlements, règle d'or budgétaire, comités de supervision, régulation et procédure de sanction se sont progressivement généralisés pour aboutir finalement à un véritable carcan de contraintes qui peut aboutir à ce que dans le cas où un pays ne respecterait pas les règles budgétaires, un transfert de souveraineté automatique se produise de l'échelon national vers l'échelon européen même si aucune majorité favorable ne devait se trouver dans le parlement national concerné. Une nouvelle oligarchie de l'argent est en train d'installer les pays européens et ceux du monde entier dans l'ère de la post-démocratie.

PENSER LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Tout projet alternatif construit dans un cadre national se voit opposer systématiquement la question de la croissance et de la compétitivité. Pour les libéraux, toute croissance ne peut en effet se faire durablement qu'en gagnant des parts de marchés sur le marché mondial. La question de l'effet de la perte symétrique de marché pour le tiers sur lequel on a gagné n'est jamais pensée. Pourtant si on peut admettre dans un premier temps l'argument de la compétitivité à l'échelle de chaque pays, comment peut-on le tenir à l'échelle de l'ensemble des nations ? Qu'est-ce qui peut faire la croissance mondiale ? A l'évidence pas les gains de parts de marché car à ce niveau les gains et les pertes s'équilibrent.

C'est en réalité la capacité à intégrer dans la dynamique de l'économie mondiale de plus en plus de pays et de peuples qui est à la source de la croissance mondiale. Et cette capacité est liée à la confiance dans l'avenir construit par des politiques nationales fortes et des gouvernements assumant leurs responsabilités nationales.

L'expérience historique indique que seuls des pays en situation de rattrapage par rapport à d'autres, comme l'Europe pendant les Trente Glorieuses, ou la Chine et les pays émergents aujourd'hui peuvent croître à des rythmes de 4 à 5 %. C'est dire que compter sur une croissance forte tirée par la compétitivité est un leurre. Aussi, l'approche exclusivement quantitative de la croissance n'est pas satisfaisante : l'exploitation des mines de charbon participe à la croissance chinoise ! L'enjeu est d'être en mesure de qualifier la croissance recherchée.

Par ailleurs, régler les problèmes d'emploi de chaque pays en exportant son chômage chez les autres revient à l'évidence à creuser un puits sans fond. Les échanges internationaux sont indispensables et la complémentarité des nations du monde peut devenir une source d'équilibre et de paix. Pour cela il nous faut d'abord rejeter deux vieux postulats sur la libéralisation des échanges : qu'elle a automatiquement pour effet de stimuler le commerce et la croissance, et que la croissance ruissellera automatiquement au profit de tous. Ces deux postulats ne sont compatibles ni avec la théorie économique, ni avec l'expérience historique. Pour que la mondialisation du commerce trouve un soutien dans le monde développé, nous devons faire en sorte que ses coûts et ses bénéfices soient équitablement répartis et que la croissance qui en résulte soit soutenable et ne détruise pas la planète.

PENSER L'EMPIRE

A l'échelle du monde il n'y a pas – et il n'y a jamais eu – de « concurrence libre et non faussée », ainsi que l'ont démontré les travaux de Fernand Braudel. La compétition met en jeu les ressources militaires, idéologiques, diplomatiques, techniques et économiques. Un fait ? Sur les quelques 1.600 milliards de dollars dépensés dans le monde pour les budgets militaires, plus de 40 % le sont par un seul pays : les USA. À l'évidence ce n'est pas pour sauvegarder la liberté du monde !

Le rôle dirigeant du plus grand et du plus capitaliste des pays capitalistes, les États-Unis d'Amérique, est en tous cas incontestable. Toutes les évolutions qui ont imposé la direction à suivre, direction dans laquelle s'est ensuite engagé le convoi des démocraties capitalistes, viennent de ce pays : la cessation du système de Bretton-Woods et l'inflation, la création des déficits budgétaires à travers les allègements fiscaux et la résistance à l'impôt, le financement de la dette publique de plus en plus important, la vague de consolidation des années 1990, la dérégulation des marchés financiers privés en tant que partie intégrante d'une politique de privatisation des activités étatiques et, naturellement, la crise financière et fiscale de 2008.

Examiner le résultat concret des politiques menées aux États Unis depuis trente ans permet d'en comprendre le sens. Thomas Piketty chiffre à 15 % du revenu national américain le transfert de revenu opéré entre les 90% les plus pauvres en faveur des 10 % les plus riches depuis le début des années 1970 : « Concrètement, si l'on cumule la croissance totale de l'économie américaine au cours des trente-six années précédant la crise, c'est à dire de 1971 à 2007, alors on constate que les 10 % les plus riches se sont appropriés les trois quarts de cette croissance ; à eux seuls les 1 % les plus riches ont absorbé près de 60 % de la croissance totale du revenu national américain ; pour les 90 % restants, le taux de croissance du revenu moyen a été ainsi réduit à moins de 0,5 % par an ». Cette explosion des inégalités ne s'est bien sûr pas limité aux USA. Le Crédit Suisse estime qu'aujourd'hui, 408 millions d'adultes représentant seulement 8,6 % de la population adulte mondiale captent 85 % de la richesse mondiale. En leur sein les ultra-riches, soit 32 millions de personnes représentant 0,7 % de la population, contrôlent 44 % de la richesse mondiale. Et l'essentiel des médias !

PENSER L'EUROPE

En 1648, le Traité de Westphalie consacre une paix durable sur le continent européen par l'organisation politique, militaire et religieuse des relations entre États. Dès lors, c'est un système qui s'organise, de coopération et d'échanges, mais qui permet aussi un morcellement de la partie est et une hégémonie politique de la France notamment. Cet acte diplomatique décisif contribue à ancrer durablement dans le

marbre des principes de non-ingérence et prépare déjà le concept de « concert des nations » qui fait de l'équilibre entre puissances européennes l'unique condition de la paix et de la prospérité.

Quatre siècles plus tard, la situation est renversée. À l'est du continent, la Russie affirme son statut de puissance politique et militaire. La question migratoire permet à la droite extrême de gagner les gouvernements en Hongrie, en Autriche, sur fond de discours nationaliste et xénophobe qui exacerbe les tensions. En Allemagne, c'est également sur ce sujet que la CSU défie la chancelière Merkel avec un ultimatum pour qu'elle révisé sa position sur l'immigration. En 2016, le Royaume-Uni se prononce par référendum à 51 % pour la sortie de l'Union européenne. Les élections italiennes de 2018 ont vu l'alliance entre la Ligue du Nord et le M5S arriver en tête, avant que le président de la République italienne ne tentât d'imposer un ancien cadre du FMI comme Président du conseil.

Ces événements témoignent de la grande instabilité politique qui règne aujourd'hui sur le continent européen. La France n'est pas épargnée avec l'arrivée au second tour de la présidentielle de Marine Le Pen.

L'Union européenne reçoit aujourd'hui le fruit des colères et des frustrations qu'elle a contribué à créer ces dernières décennies en décidant de soumettre les États-nations à un diktat politique et financier sans précédent. Au nom d'un idéal qui reste flou, d'une intégration fédéraliste que, finalement, personne n'a jamais voulue, les peuples ont subi une pression coercitive qui montre aujourd'hui ses limites tant les craquements sont nombreux sur tout le continent.

La Grèce en ont été les malheureuses victimes. À l'espoir de la victoire à plus de 60 % du « Non » au référendum de 2015 a succédé la spirale infernale du déclassement. Au point que sous la pression du FMI les retraites ont été réduites à peau de chagrin, les maisons saisies et revendues aux enchères, les ports et l'aéroport d'Athènes privatisés au profit de puissances étrangères. En somme, l'Union européenne, sous couvert de vouloir « sauver » le pays, a contribué à le « tiers-mondiser » en l'abandonnant comme une proie aux chantages.

En France, du « Oui » de 1992 au « Non » de 2005, on retient un clivage qui vient se superposer, sans se substituer à la lecture gauche-droite. Il est plus que jamais d'actualité.

Ainsi, c'est de l'Italie que vient le refus de signature du CETA qui condamnait l'Union européenne à se ranger définitivement dans la roue des tribunaux des multinationales américaines ; c'est du Royaume-Uni que vient le questionnement sur la finalité politique de cet attelage avec le Brexit.

La question monétaire est toujours l'enjeu essentiel, bien que voilé, de la question européenne. L'euro a été pensé pour convaincre l'Allemagne d'abandonner le mark. Ainsi la zone euro a été construite par et pour l'économie allemande, sur la base du triptyque suivant : austérité budgétaire, maîtrise de la dette publique et peur panique de l'inflation. Wolfgang Streeck le souligne justement : « la cohésion de la zone euro ne repose plus que sur la peur des conséquences que pourrait produire son éclatement »³ et notamment de la peur que cultive l'Allemagne de perdre le modèle qui lui convient le mieux. Or, les économies des pays du Sud ne supporteront plus longtemps encore les effets de la monnaie unique. La norme économique de la zone euro se caractérise par un plus petit dénominateur commun : celui de l'austérité et d'un carcan qui freine les économies. En somme, une éternelle stagnation dont l'issue ne peut être que négative pour les nations. Après dix-huit années, l'euro-mark a contribué à la vassalisation des économies européennes au seul bénéfice de l'Allemagne qui, ayant définitivement abandonné la carotte, ne manie désormais plus que le bâton et punit les mauvais élèves. Au-delà de la seule question de la souveraineté monétaire et budgétaire, que les nations ont abdiquée, on ne peut aujourd'hui exclure ce qui paraissait impensable hier : la déconstruction européenne.

Paradoxalement, c'est le « chacun pour soi » le plus grégaire qui domine aujourd'hui au sein de l'Union : si les Nations européennes sont liées par un inexorable destin collectif, les replis nationaux semblent reprendre le dessus, chacun sentant bien que l'Europe sous domination allemande déstabilise le « vieux continent » et

³ Wolfgang Streeck, « Une hégémonie fortuite », dossier « L'Allemagne, puissance sans désir », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

s'éloigne de la démocratie⁴. Si le sursaut viendra des peuples, il est indispensable que les Etats-Nations tiennent le rôle qui leur est dévolu : en être les porte-paroles.

Le Royaume-Uni n'a pas fait autre chose en organisant en 2016 le référendum sur le *Brexit*. Que la nation la moins intégrée à l'Union européenne décide de la quitter questionne le projet tout entier : la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne risque de déséquilibrer davantage l'UE et pourrait enfermer la France dans un duo mortifère avec l'Allemagne.

Dès lors l'exemple portugais est riche d'enseignements pour la gauche. Alors que de toutes parts les nationalismes le disputent aux libéralisations, les partis de la gauche portugaise (Parti socialiste, Bloc de gauche, Parti communiste et Coalition démocratique unitaire) ont élaboré un programme commun qui leur a permis d'accéder aux responsabilités fin 2015. Les résultats sont probants : hausse du salaire minimum et des prestations sociales, rétablissement des 35 heures dans la fonction publique, un taux de chômage à 10 %, soit le seuil le plus bas depuis 2009. Tout n'est pas parfait, notamment parce que ces résultats sont en partie dus à des coupes budgétaires dans l'investissement et restent soumis à l'avis de Bruxelles quant à la règle des 3 %, mais la gauche rassemblée a montré sa capacité d'une part à gouverner sérieusement et efficacement, d'autre part que l'Union européenne ne saurait se résumer indéfiniment au *no alternative* tatchérien dont elle semble avoir fait son seul horizon.

A gauche, la prise de conscience est vitale. Les élections européennes de 2019 seront dès lors l'occasion unique pour la gauche de dialoguer, mais plus encore d'essayer de se rassembler, en France et à l'échelle européenne, pour faire entendre une voix différente et desserrer l'étau entre les libéraux et les identitaires.

PENSER LA SURVIE DE LA PLANÈTE

Le réchauffement climatique est une réalité quotidienne (la mer de glace à Chamonix perd chaque année 30m de longueur). La faune et la flore sont gravement menacées (d'après l'Union internationale pour la conservation de la nature, 80 % des insectes volants auraient disparu d'Europe ces trente dernières années, environ 41 % des espèces d'amphibiens et 26 % des espèces de mammifères sont menacées d'extinction). Plus de 15 000 scientifiques ont lancé en novembre 2017 un « Avertissement à l'humanité » en précisant que « particulièrement troublante est la trajectoire actuelle d'un changement climatique potentiellement catastrophique » avant de conclure par un appel à la raison : « Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec car le temps presse. Nous devons prendre conscience, aussi bien dans nos vies quotidiennes que dans nos institutions gouvernementales, que la Terre, avec toute la vie qu'elle recèle, est notre seul foyer. »

La COP21 organisée à Paris en 2015 avait permis un accord international sur un objectif ambitieux : limiter le réchauffement climatique à moins de 2 °C, en visant la barre des 1,5 °C. Bien que cet accord n'impose aucune contrainte aux États signataires, il était une première étape dans la prise de conscience collective de l'urgence écologique. Remis en cause par Donald Trump après son élection, il voit sa mise en œuvre déjà compromise, malgré la condamnation unanime par la scène internationale.

Qu'ajouter sinon qu'il faut alors aller au bout du raisonnement. Le changement climatique fait voler en éclats l'échafaudage idéologique sur lequel repose le conservatisme contemporain. Un système de croyances qui vilipende l'action collective, qui dénigre le secteur public et pourfend toute réglementation des marchés est fondamentalement inconciliable avec la résolution d'une crise qui réclame justement une mobilisation collective à une échelle sans précédent et une régulation déterminée des forces du marché, ces dernières étant aussi responsable de la crise que de son aggravation. Les trois piliers de l'ère néolibérale (privatisation du secteur public, déréglementation des marchés et allègements du fardeau fiscal des entreprises financées par la réduction des dépenses publiques) sont incompatibles avec une bonne partie des mesures à prendre pour ramener les émissions à des niveaux acceptables. Si le droit commercial international ne tolère pas certaines mesures essentielles à la lutte contre le changement climatique, il faudra manifestement en

⁴ Le président de la commission européenne Jean-Claude Juncker osera même affirmer : « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens » (*Le figaro*, janvier 2015)

redéfinir les règles. Jamais on ne pourra instituer une économie durable en maintenant les règles commerciales en l'état.

PENSER LES MIGRATIONS

La nation française s'est construite en intégrant au fil des siècles et au gré des secousses de l'Histoire, de nombreux apports migratoires.

Notre courant politique a toujours pensé la question migratoire sans angélisme, avec responsabilité, mais aussi à l'aune de la tradition française de l'accueil et de l'intégration qui font écho à la vocation universaliste de la République française.

Contrairement à la vision libérale pour laquelle les décisions essentielles sont toujours d'ordre économique, les migrations ont pour cause principale l'absence d'espoir dans les pays d'origine, en particulier dans les pays du Sud compte tenu des réalités politiques qui y prévalent. Derrière les discours moralisateurs du Nord sur le déficit de bonne gouvernance, il y a la réalité de l'enfermement par les outils de la mondialisation (FMI, OMC, Banque Mondiale) de ces peuples dans l'ouverture imposée de leurs marchés intérieurs sans limites, la corruption de leurs élites par les multinationales et les gouvernements du Nord et la privatisation systématique des services et infrastructures empêchant l'émergence d'Etats véritablement autonomes.

De fait, la décolonisation n'a pas donné place à de véritables nations libres. C'est cette réalité politique qui décourage les éléments les plus dynamiques de ces sociétés et les pousse à l'émigration, accentuant au nord comme au sud les déséquilibres. Car contrairement à ce que peuvent laisser penser les images de la jungle de Calais et de tant d'installations sauvages de migrants dans les parcs des métropoles urbaines, la réalité des migrations est que les plus pauvres ont beau rêver de migration, ils n'en ont ni les moyens financiers, ni les relations à l'étranger, ni les compétences professionnelles. Ceux qui migrent sont en majorité les plus éduqués : les 2/3 des nouveaux entrants en France possèdent l'équivalent du bac ou un diplôme universitaire. Cette proportion s'établit à 90 % au Canada et en Australie.

Cette problématique de la migration n'est d'ailleurs pas univoque. Un nombre croissant de Français partent pour l'étranger : 200 000 par an en France, soit le quart d'une génération, mouvement impulsé par l'instauration d'un ordre mondial des compétences. Avec 3 millions de Français expatriés et 4 millions d'étrangers *impatriés*, nous assistons à l'évolution de la mondialisation. Dans un premier temps elle se manifestait par des délocalisations, les capitaux s'investissant où la main d'œuvre était la moins chère. Désormais ce sont les compétences qui migrent vers les pays où elles ont le plus de chance de se réaliser, laissant derrière elles ceux qui ne peuvent pas bouger.

Dans ce contexte, le discours moral qui encourage les migrations sans condition est doublement dangereux : politiquement, cela fragilise la cohésion sociale dans les pays d'accueil, et sur le fond, cela relève d'une nouvelle forme de colonisation en organisant la fuite des cerveaux des pays qui ont pourtant besoin de leurs forces vives vers les pays les mieux lotis. Cette logique permet d'ailleurs de comprendre pourquoi le capital ne se cache pas pour favoriser l'accueil sans condition. L'ancien président du Medef Pierre Gattaz affirmait en 2015 à propos de la crise de migrants : « c'est une opportunité pour notre pays [...] Accueillons-les et sachons tirer profit de leur dynamisme »⁵.

PENSER LA CRISE DU TRAVAIL

La crise morale française est la crise du travail. Elle n'est pas seulement celle du chômage de masse, elle est celle du travail lui-même, du travail vivant tel qu'il est aujourd'hui. La réflexion doit porter plus généralement sur la transformation du travail lui-même : la lutte contre le chômage de masse ne doit pas être pensée comme un objectif, mais comme le moyen de résoudre la crise du travail.

La fonction essentielle du travail dans la construction des individus et des liens sociaux est liée à sa dimension collective. Le travail réel c'est la coopération : verticale entre le responsable et ses subordonnés et réciproquement ; horizontale, entre les salariés. C'est dans le travail que l'on expérimente la relation avec

⁵ *Le Monde*, 9 septembre 2015

l'autre, les rapports de domination et plus généralement le lien social. Ce qui s'apprend au sein de l'entreprise se prolonge ensuite au sein de la cité. Penser la crise du travail, c'est chercher à donner au travail sa dimension émancipatrice pour l'individu qui occupe ainsi une place dans le corps social.

La crise du travail s'est développée depuis la fin des années 70, en même temps que le chômage de masse, et a conduit à une précarisation de plus en plus importante des emplois. Sur les 20 millions de contrats signés chaque année les 2/3 sont maintenant des CDD de moins d'un mois. Il y a, aujourd'hui, y compris pour les salariés en CDI, un bouleversement radical des rapports de travail et de la direction d'entreprise. Le dispositif clé en est l'évaluation individuelle qui met en compétition chacun des salariés avec ses collègues et conduit à la dissolution des solidarités pourtant essentielles pour garantir la qualité de la production.

Dans l'ombre de la performance individuelle, dont l'exaltation caractérise la pensée néolibérale, la coopération se défait. Pourtant, en démantelant la coopération, l'entreprise perd son principal gisement d'intelligence et de productivité, ce qui du point de vue économique est irrationnel. L'impact politique de l'évaluation individualisée déborde largement le périmètre de l'entreprise : le chacun pour soi, la méfiance à l'égard des autres, la déloyauté vis-à-vis des pairs dans le travail infiltre progressivement la société civile tout entière et se traduit par un appauvrissement sensible du débat politique dans la cité.

Il n'est pas possible de traiter de la question de la crise du travail sans aborder la question de l'intelligence artificielle et du transhumanisme. Les robots sont en passe de déferler sur l'industrie. De 10 %, la part effectuée par ces équipements dans le secteur manufacturier pourrait monter à 25 % en 2025. En dix ans, la robotisation massive attendue en Corée du Sud pourrait y réduire d'un tiers les coûts de production. La baisse devrait être de 20 à 25 % en Chine, aux États Unis, en Allemagne, au Japon. La dynamique de substitution du travail humain s'élargit à l'ensemble des secteurs et des emplois. La Californie baigne dans la conviction que la résolution des grands problèmes de l'humanité passe par l'avancée de l'intelligence artificielle combinée à une approche hostile aux réglementations édictées par les gouvernements.

La question du travail est donc un enjeu majeur pour l'ensemble de ceux qui vivent de leur travail, qu'ils soient qualifiés ou non. Faire face aux menaces contemporaines est une responsabilité collective pour les 90 % qui doivent ne pas être dupes de la compétition que le 1 % restant nourrit entre tous les autres.

PENSER L'ÉCHEC MONDIAL DES FORCES DE PROGRÈS

Soyons lucides l'histoire du XX^{ème} siècle est dominée par les deux grandes guerres mondiales mais aussi par l'échec des grandes utopies révolutionnaires. L'Union Soviétique et la Chine, mais aussi les communismes yougoslave et cubain, les différentes formes du bolivarisme en Amérique du Sud et les voies explorées par les nouvelles nations issues de la décolonisation, ont non seulement échoué mais ont été disqualifiées dans le monde entier. Le libéralisme triomphe et avec lui la prétention du marché à tout régenter.

Ce n'est pas un phénomène nouveau. Karl Polanyi, dans son ouvrage *La Grande Transformation* paru en 1944, analysait la progression puis la domination exclusive du libéralisme conduisant aux deux grandes guerres mondiales. Il mettait en évidence ce que la révolution industrielle avait d'unique dans l'histoire de l'humanité. Jusque-là le marché avait été un élément secondaire de la vie économique. Avec la révolution industrielle, il conquiert peu à peu son indépendance vis-à-vis des fonctions sociales et se pose en élément autorégulateur. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, on se représentait des phénomènes sociaux distincts auxquels tout le reste - à commencer par la terre (c'est-à-dire l'environnement), le travail et la monnaie - devait être soumis. Et il montrait comment ce système qui avait conduit aux deux guerres mondiales avait conduit aussi aux deux totalitarismes nazi et stalinien.

Alors qu'une nouvelle fois la société de marché prétend organiser la marche du monde – à condition que les peuples lui laissent les mains entièrement libres – que l'élection de Donald Trump a mis à la tête de la première puissance mondiale un archétype de l'hybris libéral dans la simplicité et la brutalité de son discours, les forces de progrès doivent prendre la mesure de leurs échecs. Les deux grandes utopies qui ont façonné la gauche du XX^{ème} siècle sont mortes ou en voie définitive d'extinction : le communisme s'éteint depuis 1990 et le compromis social-démocrate a accéléré son délitement depuis le début de la grande crise financière de 2008.

L'œuvre à accomplir est donc immense : nous devons à la fois nous engager dans un travail de refondation théorique et de positionnement politique afin d'offrir un débouché aux citoyens qui sont aujourd'hui orphelins d'une véritable lecture du monde et d'une nouvelle utopie mobilisatrice.

IV. VOULOIR LA RENAISSANCE DU POLITIQUE

« LA FRANCE A PASSÉ UN PACTE MULTI-SÉCULAIRE AVEC LA LIBERTÉ DU MONDE »

Cet aphorisme du général De Gaulle, qui figure sur le socle de la croix de Lorraine érigée à Colombey-les-Deux-Églises, donne le sens du combat que nous devons mener aujourd'hui en le reliant à ceux du passé.

La bataille politique pour une alternative réelle dans notre pays peut en effet ouvrir un chemin pour toutes les autres nations. Si pour nous, le cadre national est le seul qui puisse aujourd'hui, permettre son émergence, il n'est pas celui d'un repli égoïste sur nos enjeux nationaux. Il est au contraire celui de l'invention d'un possible pour l'ensemble des nations du monde. C'est la différence entre la nation et l'empire. Les nations telles qu'elles ont été inventées en Europe sont les creusets non pas de la guerre, mais de la paix. La formule de l'état-nation complètement développée est d'essence pluraliste, autrement dit : une nation ne se conçoit pas toute seule, à la différence d'un empire qui vise à la solitude et à l'hégémonie. Une nation est un élément dans un système de nations. Et quand leur formule démocratique est complètement développée du point de vue de la citoyenneté de leurs membres, leurs rapports sont placés sous le signe de l'interpénétration, sous le signe de la reconnaissance du fait qu'elles travaillent toutes autour d'un élément commun.

Et toutes les nations sont comme la France confrontées à la réalité et à la violence d'une mondialisation financière qui entraîne l'humanité vers des périls démocratiques, sociaux, écologiques essentiels et des conflits régionaux de plus en plus graves et nombreux. L'affirmation, la promotion et la défense de droits universels – démocratiques, politiques, sociaux, économiques et environnementaux – associés à des stratégies de réduction de la pauvreté et des inégalités intra-nationales et mondiales, constituent pour l'Humanité un enjeu d'avenir crucial. Et comme l'ont souligné les grandes initiatives internationales des dernières décennies (du rapport Brundtland de 1987 sur le développement durable à l'agenda 21 du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 ou encore aux objectifs du Millénaire de l'ONU) la question sociale demeure un enjeu universel qui conditionne la durabilité de nos modes de développement.

Nation politique qui a toujours conçu la nation, non comme un passé ethnicisé, mais comme un projet et un avenir commun à construire par la délibération démocratique, la France doit renouer avec son destin. Ce qui enchaîne les peuples à la réalité qu'ils vivent, c'est en effet que cette réalité semble s'imposer partout dans le monde développé. Mais il suffit qu'un ébranlement s'opère dans un grand pays pour que les routines ne soient plus des évidences, que les rêves se transforment en désirs puis en revendications et enfin en réalité nouvelle. La réalité est une production de la société et changer de réalité est l'enjeu de l'action politique. L'état-nation demeure l'échelon pertinent pour moderniser profondément nombre de politiques sociales et fiscales, ainsi que dans une certaine mesure pour développer de nouvelles formes de gouvernance et de propriété partagée, intermédiaire entre propriété publique et privée, qui est l'un des grands enjeux de l'avenir.

Si pour véritablement peser sur l'orientation du monde, il faut réorienter la politique européenne, c'est le cadre de l'état nation qui est le plus approprié pour agir et recréer l'espoir d'un changement véritable. C'est l'enjeu des prochaines élections européennes. Comment affaiblir la globalisation de telle sorte qu'elle puisse être rendue compatible avec une politique plus égalitaire ? Comment neutraliser les marchés financiers globaux ? Comment domestiquer un monde économique qui doit élever toujours plus haut des montagnes de dettes afin d'enregistrer une croissance économique toujours plus faible et procéder à une répartition toujours plus inégale ?

S'il faut de l'intelligence et de la compétence pour réussir à briser les chaînes qui entravent la liberté des nations, seules l'énergie et la volonté d'un peuple informé et mobilisé peuvent permettre réellement de vaincre les obstacles considérables qui ont été dressés. C'est le rôle du politique de créer les conditions de ce rassemblement. La révolution libérale est d'abord l'œuvre de deux politiques, Margaret Thatcher et

Ronald Reagan, dont la détermination a été sans faille et qui ont su créer une dynamique à partir de quelques idées simples qui ont structuré un mode de pensée qui est devenu hégémonique.

La France peut décider librement de son avenir. Elle doit montrer aux nations du monde que d'autres choix sont possibles que toujours plus de précarité, moins de salaires et de prestations sociales et moins de fiscalité. Et que ces choix sont compatibles avec une économie moderne insérée dans une mondialisation qui peut être remise au service de l'avenir de l'Humanité toute entière. Il n'y a pas de solutions magiques et un tel chemin demande efforts et intelligence collective. Mais peu de pays ont les atouts dont nous disposons pour réussir à relever ce défi. Le MRC s'est construit sur cette ambition. Et c'est à partir d'elle que nous pourrions construire du neuf en restant fidèle à nos combats passés.

Avant de demander aux autres pays européens, et en premier lieu à l'Allemagne, de changer de politiques européennes la France doit montrer sa détermination à engager les réformes que les peuples européens dans leur grande majorité soutiendront.

LA FRANCE DOIT S'AFFRANCHIR DE L'HEGEMONIE AMERICAINE

L'hégémonie américaine n'est pas celle du peuple américain qui reste un peuple ami mais celle d'un système ploutocratique dans lequel le complexe militaro-industriel est étroitement articulé autant au *soft-power* de la culture, des médias et de l'université qu'à Wall Street. Et vouloir ouvrir un autre chemin aux nations du monde que celui proposé par la révolution libérale conduit nécessairement à rompre les liens de la servitude volontaire vis-à-vis des USA.

Le budget militaire des USA dépasse les 600 milliards de dollars quand celui de la Chine devrait atteindre prochainement les 200 milliards et que le budget russe est à moins de 50 milliards, soit de l'ordre de grandeur de celui de la France mais aussi de la Grande-Bretagne. Il faut rappeler que le PIB de la Russie est à peu près celui de l'Italie et que le budget militaire cumulé des pays de l'UE se situe autour de 200 milliards, soit 4 fois celui de la Russie. C'est dire que la pression continue qu'exerce les USA sur les membres de l'OTAN pour une augmentation de leur budget militaire n'a aucune base sérieuse et qu'elle participe surtout d'une stratégie de tension avec la Russie ayant pour objectif de renforcer les logiques d'obéissance et de domination.

Les sanctions et amendes américaines infligées à certaines grandes entreprises étrangères participent de la même stratégie de consolidation de l'impérialisme. 9 milliards de dollars pour la BNP, 2 milliards pour HSBC, 1,5 milliard pour Commerzbank, une négociation engagée autour de 14 milliards pour Deutsche Bank, 14 milliards aussi pour Volkswagen, Alstom pour 800 millions d'euros. Chacun de ces dossiers ayant des justifications et des logiques différentes mais toutes construites autour de l'extraterritorialité du droit américain. La politique étrangère des États-Unis s'impose à l'ensemble des entreprises mondiales sous peine de devoir renoncer au marché américain. Or la décision unilatérale de Donald Trump de sortir de l'accord international sur l'Iran rompt avec un principe de base de l'ordre international qui est de respecter sa parole et sa signature.

Le débat est ouvert en Europe et tout particulièrement en Allemagne où le social-démocrate Heiko Maas, ministre des Affaires Étrangères, dans un article récent proposant une « nouvelle stratégie américaine pour l'Allemagne », soulignait : « Que l'Atlantique soit devenu politiquement plus large n'est pas uniquement le fait de Donald Trump. Les États-Unis et l'Europe s'éloignent l'un de l'autre depuis des années. Ces changements ont commencé bien avant l'élection de Trump et devraient survivre à sa présidence. » Heiko Maas entend construire « une Europe souveraine et forte [...] avec la France et les autres pays européens » et plaide pour une alliance pour le multilatéralisme en refusant que soit décidée à notre insu une politique dont nous devrions supporter les coûts. Angela Merkel a réagi en soulignant : « que l'Europe doit prendre son destin en main ». L'approche de Heiko Maas est large. Elle intègre l'idée d'une taxe numérique sur les bénéficiaires des géants américains de l'Internet mais aussi la nécessité de créer des canaux de paiements indépendants des États-Unis grâce à deux instruments : un fonds monétaire européen et une alternative au réseau international Swift qui organise les échanges interbancaires.

Dans ce contexte la sortie de la France de l'OTAN démontrerait à l'ensemble des partenaires européens la détermination de la France à s'engager dans une voie nouvelle. Metternich proclamait en 1815 pour justifier la politique européenne qu'il menait pour tenter de liquider les restes de la Révolution française que « ce

que veulent les peuples de l'Europe, ce n'est pas la liberté , c'est la paix » . Et ils n'ont eu ni la liberté, ni la paix. Bernard Thibault nous rappelait lors de l'université de Nos Causes Communes que le préambule de la constitution de l'OIT proclamait en 1919 qu'une « paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ». La Russie ne menace ni la France, ni l'Europe. Et surtout le monde a besoin que de nouvelles perspectives soient ouvertes ! Et que l'espoir renaisse ! Les peuples ont droit à la fois à la justice, à la liberté et à la paix.

LA FRANCE DOIT ENGAGER SA RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE

Le sauvetage de notre planète contre une prédation qui attaque directement la survie de l'humanité est l'objectif immédiat du XXI^{ème} siècle.

L'affirmation de l'écologie comme un objectif politique doit avoir comme corollaire l'analyse de l'ensemble des sujets environnementaux par une démarche scientifique exigeante, soucieuse de rationalité et conforme à l'attachement philosophique de la gauche, héritière des Lumières, à l'esprit de raison et de progrès.

La terre est confrontée à une extinction massive des espèces. Les causes en sont connues : le réchauffement climatique et l'artificialisation de la terre. L'utilisation massive par l'agriculture de composés chimiques comme les pesticides n'est pas seule en cause. L'utilisation dans l'ensemble des activités économiques de composés synthétiques issus de l'industrie chimique et leurs sous-produits (perturbateurs endocriniens) constitue aujourd'hui un risque pour la santé des populations.

Les récents débats autour des prix du lait illustrent parfaitement qu'aujourd'hui, le modèle agricole international n'est pas viable économiquement. Et c'est aussi le constat de la FAO, *Food and Agricultural Organization*, qui met en évidence les liens extrêmement forts entre notre système alimentaire, le réchauffement climatique et la pauvreté. Son diagnostic est clair : si l'on ne réforme pas rapidement l'agriculture mondiale, ce sont 122 millions de personnes, principalement des producteurs et paysans, qui sombreront dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, notamment à cause du changement climatique.

La France, grand pays agricole, doit engager sans tarder une transformation profonde de son système agricole sans oublier que cela concerne près de 800 000 exploitants, conjoints et salariés dont les intérêts doivent être pris en compte. Aujourd'hui l'agriculture biologique ne représente qu'un peu plus de 5 % de la surface agricole utile française même si le rythme de progression annuelle était en 2016 de 17 %. En 2016, la moitié des exploitations agricoles françaises affichaient un revenu courant avant impôt (RCAI) par actif inférieur à 14.000 €. Plus de la moitié des paysans vivent dans la pauvreté avec des revenus mensuels ne dépassant pas 350 €. Une réorientation massive des fonds de la Politique Agricole Commune qui représente près de 9 milliards d'euros ne suffira pas et il faudra consentir un effort budgétaire conséquent de plusieurs milliards d'euros pour que la France démontre à l'Europe et au monde que d'autres modes de production agricole sont, non seulement indispensables à la protection de la planète, mais possibles et bénéfiques pour la santé des populations.

Sur les enjeux énergétiques, la France doit privilégier son indépendance, assurer la sécurité de son approvisionnement et faire de la lutte contre les gaz à effet de serre l'orientation majeure de sa politique environnementale.

La France est l'un des pays au monde qui émet le moins de CO² pour sa production d'électricité. En effet le mix énergétique français est largement dominé par le nucléaire et l'hydraulique est à 90 % « décarboné » c'est-à-dire sans émission de CO². Lorsqu'on prend en compte l'analyse du cycle de vie (l'ACV) et donc les émissions de CO² pendant toutes les étapes du cycle (extraction, transport, production, distribution, gestion des déchets...), l'énergie nucléaire reste la moins émettrice de gaz à effet de serre avec seulement 5 grammes par kWh produit. Le maintien de l'énergie nucléaire dans notre mix énergétique est notre meilleur allié pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Le récent rapport du GIEC⁶, qui fait autorité en la matière, le démontre : tous les scénarios imaginés pour diminuer efficacement les émissions de gaz à effet de serre intègrent au moins le doublement de la capacité nucléaire mondiale d'ici 2050.

⁶ Rapport publié le 8 octobre 2018, <http://www.ipcc.ch/report/sr15/>

La décision de sortir du nucléaire en Allemagne s'est accompagnée du recours au charbon et au lignite. Ce choix est loin d'être neutre sur le plan de la santé publique. En juillet 2016, un rapport⁷ de 4 ONG estimait que les émissions des centrales thermiques provoquaient 22.900 morts prématurées et 62 milliards d'euros de dépenses sanitaires chaque année en Europe !

Au plan économique, l'Allemagne fait payer très cher à ses consommateurs la fermeture très rapide de ses centrales nucléaires et fait supporter aux peuples européens les conséquences de son haut niveau de production de gaz à effet de serre qui est par habitant près de 50% supérieur à celui de la France. En France, la moyenne du prix au kWh se situe entre 15 et 16 centimes d'Euro. Et l'Italie, l'Espagne et la Belgique sont parmi les pays les plus chers d'Europe avec des prix dépassant les 22 cts du kWh.

Enfin, en France le secteur du transport représente plus du quart des émissions de gaz à effet de serre. S'orienter vers la fin la plus rapide possible des véhicules diesel et essence est une solution qui conduira à les remplacer principalement par des véhicules électriques. Garder une production d'électricité sans CO² et électrifier le parc automobile est un moyen de ne plus dépendre de la géopolitique du pétrole et de lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

À l'évidence une telle ambition pour la France rend la renationalisation à 100 % d'EDF incontournable sous peine de priver notre pays de la maîtrise des coûts de la politique qu'elle décidera de mener. L'énergie doit redevenir un bien commun, afin que les Français aient tous accès à une énergie sûre, de qualité et à bas coût. La privatisation des barrages hydroélectriques, initiée par le gouvernement Valls, confirmée fin janvier 2018 par le gouvernement Philippe, est une trahison des intérêts nationaux. L'énergie hydroélectrique produit 12,5 % de notre électricité et représente 70 % de notre production d'énergie renouvelable ; c'est l'énergie la moins chère, avec 20 à 30 €/MWh ; les concessions hydrauliques sont en outre indispensables pour refroidir les centrales nucléaires. Or, les directives de la Commission européenne ont imposé la privatisation des barrages pour séparer la production de la distribution, casser le « monopole d'État » et mettre en concurrence les fournisseurs. On imagine fort bien un opérateur privé refuser de réguler la fourniture d'énergie et attendre que la demande explose pour faire grimper les factures aux consommateurs. En 2050, cela sera une réalité si la puissance publique ne réagit pas rapidement.

Enfin, il est indispensable de faire de la lutte contre l'effet de serre une réalité quotidienne. L'investissement massif pour l'isolation thermique des logements, le développement des réseaux de chaleur et la conversion de l'habitat en centrales énergétiques autonomes doivent devenir une priorité, car l'énergie la plus rentable est d'abord celle qui n'est pas consommée. À terme, la réduction de la production sera favorisée par une politique de sobriété énergétique.

L'enjeu est à la fois d'être responsable et de ne pas pénaliser les citoyens dans leur vie quotidienne. Cela implique des choix économiques en rupture avec le capitalisme mondialisé car il n'y a pas de grande politique écologique qui soit compatible avec le modèle actuel. La démission de Nicolas Hulot a permis d'illustrer l'impasse du capitalisme vert. Ses mots relèvent de l'aveu : « [pour la transition écologique] Maastricht, c'est une équation impossible ».

LA FRANCE DOIT ARTICULER L'IDEAL REPUBLICAIN AVEC UN NOUVEAU PACTE SOCIAL

« La démocratie, c'est ce qui reste d'une République quand on éteint les Lumières »⁸ expliquait Régis Debray, déjà en 1989. De fait, il semble que le XXI^{ème} siècle a non seulement définitivement éteint les Lumières, mais plus encore coupé le courant de la République.

L'enjeu, pour la gauche républicaine, c'est bien de promouvoir une citoyenneté décomplexée, pour lutter d'une part contre le déclinisme ambiant et pour faire triompher d'autre part le triptyque républicain *liberté — égalité — fraternité*.

⁷ Rapport réalisé par le WWF, CAN, HEAL et Sandbag : https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2017-09/16_rapport_europe_dark_cloud.pdf

⁸ Régis Debray, « Êtes-vous démocrate ou républicain ? », *Le Nouvel observateur*, 30 novembre 1989.

La fierté, non pas comme vecteur d'exclusion ou de haine, mais comme élément constitutif de notre fraternité républicaine, est bien l'objectif d'un projet de société solidaire. La France républicaine fait le lien entre le peuple, mû par l'intérêt général, et la nation, communauté de destin des citoyens.

Pour cela, il est fondamental de rendre concrète la laïcité : par la lutte contre l'islamisme politique, par la sortie du concordat en Alsace-Moselle, l'application de la circulaire Châtel sur les sorties scolaires, l'interdiction de signes religieux ostentatoires dans les espaces d'enseignement. C'est aussi cela, pour la gauche, sortir de l'économisme. On ne portera pas un discours populaire sans bien comprendre les tensions identitaires qui traversent la nation et la crainte d'un nombre grandissant de Français de perdre leurs repères.

La République, c'est d'abord l'unité contre les communautarismes et les fractures qui gangrènent la société. Le combat pour une laïcité sans adjectif est essentiel. Face à la montée des intégrismes, il est indispensable de rappeler que la laïcité n'est pas une opinion, encore moins une contrainte, mais la protection des convictions et des croyances dans le cadre de la sphère privée. Les attentats visant *Charlie hebdo* et le Bataclan ont non seulement frappé la France dans sa chair, mais ils ont aussi visé un modèle de société et ceux qui le construisent et y participent au quotidien. La réponse fut sans appel : l'« esprit du 11 janvier » a immédiatement pris le dessus. Presque quatre ans après, il a pourtant été supplanté par de nouvelles partitions : les « racisés » contre les citoyens ; les « indigènes » contre les républicains. Et systématiquement les premiers d'accuser les seconds de racisme.

Politiquement, les républicains sincères que nous sommes font face à une tenaille identitaire qui nous menace de part et d'autre : à l'extrême gauche, les indigènes de la République qui organisent des camps d'été décoloniaux « interdits aux blancs » ; à l'extrême-droite, la vision essentialiste d'une France fille aînée de l'Église. Le mécanisme est le même des deux côtés : l'éviction d'une partie des citoyens sur des critères religieux, cache-sexe d'une partition ethnique. Or, la République, c'est avant tout la citoyenneté et l'appartenance à une communauté de citoyens égaux en droits et en devoirs.

Les travaux sur la « France périphérique » méritent d'être sans cesse complétés, y compris par ces données davantage sociologiques. Une partie non négligeable de cette France a en effet voté Emmanuel Macron (qui obtient 21 % des voix dans la France rurale et 22 % dans les petites villes) ou François Fillon au premier tour de la présidentielle de 2017. La marginalisation de la France des routes départementales ne peut conduire qu'à l'approfondissement d'une fracture économique et sociale qui menace dans son essence même la capacité à former une Nation.

À la France des « territoires », opposons le territoire national comme seul lieu d'exercice de notre souveraineté. La puissance de la France passe par une réunification et l'affirmation de l'indivisibilité de la République. Les tentations identitaires de repli ne seront contenues que par une dynamique à l'échelle de la nation qui ne laisse personne sur le bord de la route.

Du point de vue de l'organisation territoriale, nous devons opposer au découpage en parcelles qui accentue la *gentrification* et conduit à la désertification d'une grande partie du pays, un jacobinisme enthousiaste : une politique d'aménagement du territoire avec un plan national de dynamisation des centres-bourgs, l'interdiction de toute nouvelle zone commerciale à la périphérie des communes, un maillage fin du pays par le rail et des TER nationalisés, un bouclier rural pour les campagnes incluant des quotas de professions médicales, le développement du maintien à domicile, le développement des circuits-courts et des coopératives, un meilleur accompagnement des collectivités locales.

La fierté de notre Nation est aussi son armée. L'opération Serval conduite au Mali en 2013 et 2014 a été un succès et rappelle que la voix de la France ne saurait être méprisée ou déconsidérée à l'heure d'une escalade de la menace à travers le monde. La dissuasion nucléaire et le siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU imposent la France comme première puissance militaire européenne. Dans cette optique, il est indispensable, comme l'a proposé le MRC dès 2015, de sortir du calcul du déficit public les dépenses militaires. La France doit aussi prendre ses responsabilités en veillant à son autonomie : la sortie de l'OTAN, la construction d'un second porte-avions pour développer nos capacités de projection et la mise en place d'un service national universel, essentiellement militaire, doivent nous permettre de défendre un système de défense opérationnel et garant de notre indépendance. Le refus d'une diplomatie d'ingérence doit par ailleurs prendre en compte la croissance démographique considérable de l'espace francophone qui se profile. La francophonie doit être une priorité diplomatique.

Enfin, la République ne sera pas concrète sans une École ambitieuse et exigeante au quotidien avec les citoyens de demain. Gratuite et laïque, l'École est le cœur de la République réelle, car elle est le premier vecteur de l'intégration et de l'émancipation. L'empilement interminable de réformes démagogiques laisse aujourd'hui l'École de la République en jachère. Le départ croissant d'année en année de nombreux enfants vers l'enseignement privé traduit ce malaise. L'effort doit être d'abord concentré vers les professeurs en augmentant substantiellement leur rémunération et le nombre de postes ouverts aux concours de recrutement. À l'échelle européenne, il est impératif de consacrer la souveraineté nationale dans l'organisation de l'École en sortant la France de la stratégie Europe 2020 et du classement PISA.

La gauche ne doit pas se résigner à défendre l'idéal républicain de façon hors sol. Pour lui permettre de triompher, elle doit, comme elle l'a toujours fait, porter haut l'ambition de la République sociale car la question sociale et la question nationale sont indéfectiblement liées.

Rappelons les grandes étapes du progrès social. Entre 1810 et 1840, les salariés travaillent 4000 heures par an, 17h par jour, 6 jours par semaines, sans congés ni retraites ; puis passent aux 3000 heures dès le début du XX^{ème} siècle. C'est dans cette bataille-là, ponctuée de grèves et de terrifiantes répressions que naît le mouvement ouvrier. On est à 2000 heures au milieu des années 1930. Le mouvement reprend à la fin des années 1950 et nous sommes maintenant dans une fourchette de 1350 à 1550 heures dans la totalité des pays développés, à l'exception du Japon qui en est resté à quelques 1800 heures. Hors période de crise, on a eu le plein emploi de 1840 à 1972, tout du long, parce que la durée du travail avait été réduite de 60 %. Ce n'est pas seulement la réduction du temps de travail qui a conduit à l'émancipation sociale. C'est aussi l'affectation d'une partie des bénéficiaires à la protection sociale.

Il faut reprendre cette marche en avant. Une répartition massive du temps de travail disponible qui conduise rapidement à modifier en profondeur les rapports dans le travail est la seule issue réaliste à la crise du travail. Il ne s'agit pas de réduire le temps global de travail de l'ensemble de la société ! Il s'agit au contraire de se donner les moyens de l'augmenter et de sortir de la politique malthusienne qui est à l'œuvre depuis tant d'années. Il faut ouvrir grand les portes et les fenêtres pour qu'un souffle puissant chasse le désespoir, la peur et le mépris. Il y a dans notre approche du problème une volonté de réinventer l'activité, d'inverser le rapport au travail, de sauver sa noblesse, de le rendre positif et plus compatible avec des vies quotidiennes organisées différemment. Aussi longtemps que le quart de notre population n'a pas d'emploi permanent et décemment rémunéré, nous sommes sous la menace d'une catastrophe sociale qui annonce l'apathie et les votes extrêmes.

Personne ne parle de travailler moins. Personne n'y songe même car ce serait une absurdité mais, pour faire de la place sur le marché du travail aux trois à quatre millions de personnes qui n'en ont pas, il n'y a pas d'autres moyens que d'organiser rapidement une répartition massive du travail et, donc, faire baisser la durée de travail de ceux qui en ont. Il faut sortir le travail des lois du marché et en faire un enjeu central de la politique.

Notre propos ne consiste pas à prétendre supprimer toute hiérarchie mais à les relativiser et surtout à les corriger par une extension du droit à la formation. Il y a en effet des gisements de capacités, de savoirs et de volontés qu'il faut être capable de mobiliser et mettre en valeur. Chacun connaît l'importance du milieu familial d'origine dans la détermination des parcours scolaires, mais tout au long de la vie, les expériences accumulées conduisent à des ambitions nouvelles que la formation continue dans ses modalités actuelles est incapable de prendre en charge. Car le rythme de progression des connaissances et d'invention de nouveaux outils rend totalement obsolète la concentration des apprentissages au début de l'existence. C'est une absurdité économique et un gâchis social. Il faut que la formation continue bénéficie du même effort, c'est à dire des mêmes moyens budgétaires, que la formation initiale. Il s'agit d'une vraie révolution. Mettre en place un droit à la formation tout au long de la vie de 300 heures par an pour tous accompagné d'une réduction du temps de travail de 300 heures par an pour chaque salarié. Ce nouveau droit est au cœur du nouveau contrat social qui élargit bien au-delà du seul secteur économique la possibilité pour chacun de se réaliser.

Bien entendu, si le travail est une condition d'une socialisation durable et réelle, il existe des approches différenciées de ce qui donne à chacun le sens de sa vie. L'engagement professionnel, émancipateur, n'est pas le seul engagement respectable et profitable à la bonne marche de la société.

La répartition massive du travail doit s'accompagner d'une plus grande responsabilité individuelle dans la gestion des parcours professionnels. Mais à la différence avec le revenu universel, le travail met le pied à l'étrier, réalise l'intégration au corps social, octroie à chacun une utilité et une reconnaissance. Ceux qui prônent le revenu d'existence, s'ils sont sincèrement généreux, se trompent et condamnent ceux qu'ils veulent aider à une vie sans valeur. Le travail n'est pas tout mais il est constitutif de l'humanité. Encore faut-il que le chômage de masse ne le détruise pas en quantité et en qualité !

Ceux qui s'opposent au partage du travail tout en critiquant le revenu minimum d'activité et les politiques d'assistantat sont incohérents. Il n'est pas possible de laisser les exclus sans assistance aucune en particulier s'ils ont des enfants. Répartir le travail, c'est lutter au cœur de la société contre le sentiment qu'il existe des forces productives d'un côté et une France assistée de l'autre.

Il existe un extraordinaire écart entre la prétention des nations développées à se définir comme « démocratiques » et la réalité du fonctionnement quotidien de nos sociétés aujourd'hui qui est fait d'une délégation générale de responsabilité au politique et d'un désinvestissement citoyen. Notre niveau de vie, nos acquis sociaux, nos libertés publiques sont pourtant pour l'essentiel des résultats du travail démocratique de nos sociétés depuis deux siècles. La complexité de nos sociétés, l'importance des défis que nous avons ensemble à surmonter devrait rendre évident la nécessité d'un immense effort de remobilisation citoyenne. Ce n'est pas seulement le rapport au travail qu'il faut changer mais notre investissement dans le vivre ensemble, dans l'utopie républicaine.

Bien entendu ce nouveau pacte devra être financé. Mais à la Libération dans une France détruite et ravagée par la guerre, un comptable aurait-il engagé les formidables dépenses qu'entraînaient les avancées sociales décidées alors par la République renaissante ? Or ce sont ces dépenses qui ont créé la prospérité des Trente glorieuses. La question est finalement une question politique que résume Alain Supiot : « Refusant l'assujettissement de l'organisation économique à des objectifs sociaux, [la doctrine ultra-libérale] fait en revanche de la sécurité financière un impératif catégorique dont le respect doit être imposé aux États par des institutions échappant à tout contrôle démocratique. Récusant dans son principe l'idée de justice sociale, elle professe que la répartition du travail et de ses fruits relève de l'ordre spontané du marché et doit être, elle aussi, soustraite à l'intervention publique ».

LA FRANCE DOIT LIBERER L'ECONOMIE DE PRODUCTION DE LA RAPACITE DE LA FINANCE MONDIALISEE

La « mondialisation heureuse », cette chimère construite par la pensée américaine, contre laquelle nous nous sommes battus car elle consacrait l'impossibilité de penser en dehors du cadre du *globish* libéral, a laissé place, ces dernières décennies, à un capitalisme carnassier.

Le capitalisme industriel des Trente glorieuses s'est effacé au profit d'un capitalisme de l'OPA permanente : sur les plus pauvres, sur les secteurs publics qu'il faut attirer dans le giron privé, sur les principes de solidarité et de fraternité. Parce qu'il dévore sans pitié, ce capitalisme contemporain joue avec un mélange de peur et d'ambition. D'une part la peur du déclassement qui conduit à épargner ou à *capitaliser* pour sa future retraite de peur que le secteur public ne puisse plus y subvenir ; d'autre part l'ambition d'un toujours plus d'argent, de pouvoir, de domination. Paradoxalement, les rapports économiques d'aujourd'hui consacrent pleinement une lutte des classes : celle des élites contre toutes les autres.

Sur le seul premier semestre 2017, les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 26,3 %, en 2016, l'augmentation était déjà de 32 %. Or, selon le rapport « CAC 40 : des profits sans partage »⁹ de l'ONG Oxfam, 67,4 % des bénéfices réalisés entre 2009 et 2016 par les principales sociétés cotées de France ont été distribués en dividendes aux actionnaires (quand, dans les années 2000, ce taux était inférieur à 30 %). Quant au tiers restant, seulement 27,3 % ont été réinvestis dans l'entreprise, et 5,3 % ont été reversés aux salariés. La profusion de profits ne profite qu'à ceux qui se trouvent du bon côté de l'entonnoir : une infime partie des très riches, dont Emmanuel Macron s'est fait le chevalier servant.

⁹ Basics et Oxfam France, *CAC 40 : des profits sans partage. Comment les grandes entreprises françaises alimentent la spirale des inégalités*, 2 mai 2018, <https://bit.ly/2LIIPZE>.

Penser l'humanité demain passe par une remise en cause radicale des paradigmes actuels. C'est l'enjeu de la construction d'un protectionnisme politique qui permette un nouveau modèle de croissance. La France doit établir des droits de douanes progressifs pour les pays avec lesquels elle enregistre un déficit commercial, mais aussi initier et soutenir un projet de taxe sur les transactions financières ou encore instaurer une séparation bancaire stricte entre les banques de dépôts et les banques de financement, d'investissement et de marché, pour empêcher la propagation d'une nouvelle crise financière. Ces chantiers de grande ampleur permettront d'installer des régulations nationales dans les échanges internationaux de capitaux et surtout d'engager la politique de relance dont la France a besoin.

On pointe du doigt le « coût du travail » en oubliant le coût du capital lui-même. L'ONG Oxfam rapporte ainsi qu'« en 12 mois, les richesses [des milliardaires] ont augmenté de 762 milliards de dollars, soit plus de sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde ». Pire encore, « 82 % de la croissance des richesses créées dans le monde [en 2017] ont profité aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres »¹⁰. La réalité, c'est de plus en plus de milliardaires et de plus en plus de très pauvres, les inégalités croissent de façon exponentielle.

Il nous faut penser de façon complémentaire une politique industrielle volontariste par un Ministère du Plan qui aiguille et développe la France des usines. Notre pays n'est pas une *start-up* qui lève des fonds pour s'effondrer autant que nécessaire, elle s'est construite sur le développement d'une industrie de pointe, que les filières R&D renforcent chaque jour. Il s'agit de penser et d'organiser la mutation du travail à l'aube du numérique, de sa raréfaction et de l'aspiration légitime au temps libre. En somme, de penser à un horizon de plusieurs dizaines d'années plutôt que par exercices budgétaires.

En complément de cette redéfinition de la place du travail, notre mouvement continue de défendre la présence d'administrateurs salariés avec voix délibérative dans toute entreprise ayant un conseil d'administration, la reconnaissance du *burn-out* comme maladie professionnelle, un durcissement des conditions de licenciement économique en prenant notamment en compte le niveau de dividendes versés, des cotisations salariales selon le droit français pour les travailleurs détachés afin de lutter contre le *dumping* social. Pour contrebalancer la financiarisation du XX^{ème} siècle, le XXI^{ème} doit prôner un rééquilibrage entre le capital et le travail, au service du salarié. Le dialogue de branche est toujours le seul qui permette de réelles avancées en faveur des travailleurs, il doit être protégé et défendu alors que s'enclenchent les référendums d'entreprises et la fin de la hiérarchie des normes. Les chantiers sont nombreux pour défendre les droits des salariés.

V. AGIR POUR RECONSTRUIRE LA GAUCHE EN FRANCE ET EN EUROPE

La question qui se pose à la gauche française peut être résumée assez simplement : ou bien elle est capable de se rassembler pour bâtir une alternative solide au macronisme, ou bien elle s'émiette et restera spectatrice de son érosion dans un scénario à l'italienne où le clivage politique s'installe entre le bloc identitaire et le bloc libéral.

Très concrètement, cela implique qu'une candidature d'union à gauche puisse se hisser au deuxième tour de l'élection présidentielle en 2022. Cet enjeu est déterminant pour restaurer le clivage politique dont la France a besoin. D'ici les élections présidentielles nous avons à préparer les élections des collectivités territoriales. Aux municipales comme aux élections départementales et régionales, nous rechercherons les alliances les plus larges pour le rassemblement de toute la gauche afin de participer à la reconquête de collectivités territoriales. Et auparavant, en 2019, nous aurons les élections européennes auxquelles le MRC veut être présent. Examinons la situation telle qu'elle apparaît.

¹⁰ Oxfam France, *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*, janvier 2018, <https://bit.ly/2O6W8KW>.

DECOMPOSITION ET RECOMPOSITION

Partir du réel implique de regarder le périmètre politique tel qu'il se déploie aujourd'hui au sein de la gauche française.

Depuis le Waterloo de 2017 avec un score historiquement bas lors du premier tour de l'élection présidentielle, le Parti Socialiste semble avoir rejoint le cortège des partis sociaux-démocrates européens en déroute. Partout sur le continent, ils connaissent des sanctions électorales majeures, sauf là où il existe des stratégies de rassemblement avec la gauche radicale ou communiste (Portugal et Espagne) ou bien lorsque son aile gauche l'a emporté en interne (parti travailliste en Grande-Bretagne). En Italie, il est marginalisé ; en Allemagne il participe, affaibli, à la grande coalition avec la droite ; en Autriche, il s'est allié dans certaines régions avec l'extrême droite ; en Europe du nord, il a souvent divisé ses scores traditionnels par deux comme en Suède, aux Pays-Bas, en Finlande ou au Danemark ; en Grèce, il est en voie d'extinction.

Le déclin électoral de la social-démocratie européenne fait apparaître une lame de fond : le compromis social-démocrate, issu de l'après-guerre, n'apparaît plus comme une réponse pertinente aux enjeux du XXI^{ème} siècle. Face à l'offensive de la finance mondialisée, la disparition du bloc soviétique a laissé bien seule la tradition sociale-démocrate qui s'est réfugiée dans une logique d'accompagnement plutôt que se penser comme une force de résistance. De fait, en occupant le pouvoir à tour de rôle avec les forces de la droite libérale et conservatrice, sans jamais trouver les voies et moyens d'empêcher l'emprise des forces du capital sur les peuples, la promesse social-démocrate (« un peu de beurre sur la tartine », disait Jean-Pierre Chevènement) est de plus en plus apparue vaine au regard des citoyens en Europe. Cette impuissance n'est pas un fait conjoncturel : elle est inscrite en toutes lettres dans la critique développée du CERES au MRC depuis le grand retournement de 1983 et les renoncements qui ont rythmé la chute.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, le Parti socialiste aurait dû engager la rénovation de fond (un nouvel Epinay, en somme) que lui commandaient les événements. Son congrès s'est contenté de clarifier un positionnement d'opposition sans pour autant prendre la mesure de l'ampleur du bouleversement politique à l'œuvre. Les atermoiements, la logique de l'équidistance entre Macron et Mélenchon, l'incapacité à faire l'inventaire du dernier quinquennat conduisent à l'illisibilité de son action politique. Un constat s'impose donc à nous : avec la fin du cycle d'Epinay, la stratégie qui consistait à peser sur le PS – de l'intérieur, puis de l'extérieur depuis 1993 – est aujourd'hui révolue.

Il y a lieu aujourd'hui d'imaginer une stratégie neuve, en capacité de fournir une nouvelle explication du monde et d'organiser la reconquête des classes populaires. Cette stratégie passera par le rassemblement de la gauche et des forces de progrès qui ne se rendent pas face à l'hégémonie du système libéral. Il faudra dès lors rechercher les transversalités qui déboucheront sur la redéfinition et la mise à jour du clivage gauche-droite qui demeurera structurant demain, comme il l'est depuis la Révolution Française.

Aussi, ce rassemblement nouveau devra être solide sur ses bases : un énième mécano de type gauche plurielle n'a aucune chance aujourd'hui de convaincre les citoyens tant les formules d'opportunisme électoral se sont discréditées. Il s'agit de penser et de bâtir un alliage plutôt qu'une alliance : c'est-à-dire d'associer plusieurs métaux pour en produire un qui soit plus robuste.

EN PREMIER LIEU, L'ALLIAGE D'UNE NOUVELLE GAUCHE REPUBLICAINE

Le MRC dispose d'un corpus intellectuel, d'une compréhension du monde beaucoup plus puissante que ne le sont ses forces militantes et son réseau d'élus. Ce handicap rend de fait singulièrement difficile la perspective de trouver un écho au sein de la société d'abord, jusqu'à la sphère médiatique qui est un support incontournable pour s'adresser aux citoyens.

En revanche, nous avons la capacité de mettre notre force idéologique et notre légitimité historique, au service d'une nouvelle étape. Celle-ci a été engagée dès décembre 2017, le Conseil national avait alors adopté un appel à la construction d'une « majorité de transformation ». Dans un premier temps, l'objectif de rassemblement des familles de la gauche républicaine doit être considéré comme prioritaire à partir de trois considérations : la souveraineté populaire comme source de la légitimité politique, la Nation citoyenne et laïque comme espace de la démocratie et l'internationalisme comme horizon.

Au-delà, la gauche républicaine, sociale et souverainiste que nous incarnons est disponible pour contribuer à l'émergence d'une force politique nouvelle qui doit avoir pour ambition de rassembler toute la gauche. Nous appelons tous les citoyens révoltés par les injustices d'un monde conçu par et pour les puissants, les militants politiques fatigués par la sclérose des vieilles boutiques, les responsables et élus conscients de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la gauche, à ouvrir enfin une ère nouvelle sans laquelle les citoyens resteraient privés de perspective pour longtemps.

La première étape doit donc consister à agir pour rassembler les composantes aujourd'hui dispersées de la gauche républicaine.

Elles existent en particulier au sein du courant l'Union et l'Espoir porté par Emmanuel Maurel au congrès défendait une orientation politique proche de la nôtre. Nous avons pu le vérifier en particulier avec le lancement de la plateforme Nos Causes Communes lors du colloque du 9 juin organisé au Sénat et plus encore avec l'organisation de nos Universités de rentrées communes en septembre à Marseille. Dans le prolongement de l'intérêt qui a été constaté par ces initiatives, il est décidé de structurer "Nos Causes Communes" en association avec des antennes départementales et un conseil scientifique pour en faire un outil de débat ouvert à toute la gauche et réarmer idéologiquement la gauche.

Elles existent également chez nos amis de République et Socialisme qui nous ont fait part de leur disponibilité pour participer à l'initiative de Nos Causes Communes. Elles existent peut-être aussi au sein du Parti Communiste Français avec lequel nous avons livré certains combats communs depuis le Traité de Maastricht en 1992 puis lors du référendum de 2005. Elles existent encore ailleurs, de façon plus diffuse, chez les nombreux militants qui ont choisi de prendre des distances avec l'engagement politique mais avec lesquels nous avons conservé des liens.

Cette perspective d'un alliage de la gauche républicaine suppose que le MRC se rende dès aujourd'hui disponible pour préparer un dépassement qui trouverait tout son sens dans la construction de la maison commune de la gauche républicaine. Le MRC doit être co-fondateur de cette dynamique. La longue marche entamée il y a 25 ans avec la création du MDC a permis de maintenir vivant l'idéal républicain au sein d'une gauche qui s'en était majoritairement détourné. La résilience du MRC a été rendue possible par l'abnégation de nombreux militants déterminés à ne pas abandonner un combat que nous avons trop souvent livré seuls. La crise politique que nous traversons et l'évolution favorable de nos partenaires peut nous permettre de briser cette solitude et de redonner une jeunesse organique à nos idées.

Le travail entamé avec les amis d'Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann, peut s'orienter vers la construction d'une force neuve qui sera demain en capacité de restructurer le paysage politique à gauche. Le MRC est en capacité de jouer un rôle clé dans cette étape fondatrice. C'est le choix que nous invitons les militants du MRC à faire avec nous pour que notre congrès soit un congrès de mutation au service de nos idées et *in fine*, de toute la gauche, et non une séquence d'attentisme qui conduirait à faire de notre solitude un isolement.

Concrètement, il est proposé d'engager le processus de création d'une force politique nouvelle dont le congrès fondateur pourrait se tenir en 2019 où les participants décideront du nom, des statuts, du mode d'organisation et de fonctionnement et en fixeront les orientations. Le MRC sera quoi qu'il arrive maintenu et les adhérents du MRC seront parties prenantes de ce processus et souverains pour prendre toutes les décisions. Les militants seront consultés au moment du congrès fondateur de cette nouvelle force politique et lors du prochain congrès ordinaire du MRC qui aura lieu fin 2020. Le Conseil National est chargé avec la direction nationale de la mise en œuvre de ces décisions.

Avec ce projet de mutation, le combat du MRC ne disparaît pas. Il ne se dissout pas. Il s'intègre dans une aventure politique nouvelle en mesure d'impulser la refondation républicaine dont la gauche a depuis si longtemps besoin. Nous en avons formulé le souhait depuis bien longtemps. Nos amis y sont prêts. Il nous revient de répondre présents.

EN SECOND LIEU, UNE STRATEGIE DE RASSEMBLEMENT POUR DEFENDRE LA SOUVERAINETE POPULAIRE EN EUROPE

Le bloc libéral et le bloc identitaire se sont choisis pour imposer un clivage en carton-pâte pour les prochaines élections européennes : qu'on ne s'y trompe pas, Macron et le duo Orban-Salvini sont au fond les deux faces d'une même médaille. Ou plus exactement, l'échec des politiques de soumission à l'ordo-libéralisme soutenues par le premier est la cause des mouvements réactionnaires qui instrumentalisent le combat pour la souveraineté des peuples afin d'imposer le retour des nationalismes étroits.

Pour desserrer l'étau dans lequel ces protagonistes entendent enfermer le débat, il est vital que les forces de gauche attachées à la souveraineté populaire fassent cause commune.

Trois possibilités s'offrent à nous pour les élections européennes :

- Mener une liste seule mais chacun sait les difficultés d'une telle entreprise.
- Faire l'impasse et renoncer à être présent aux élections européennes, mais cela reviendrait à décider de notre propre effacement.
- Faire une liste commune sur la base de convergences politiques. Cette hypothèse a été explorée lors de contacts pris avec Génération.s, le PCF, le PS et la FI.

La venue de Jean-Luc Mélenchon à l'université de rentrée de Nos Causes Communes a permis de vérifier qu'il existait une convergence de vues sur la question européenne et il a manifesté sa volonté d'œuvrer au rassemblement. Les signaux envoyés sont une première depuis 2017 : ils laissent apparaître la possibilité d'ouvrir une discussion pour constituer une liste commune à l'occasion des élections européennes. Ce chemin est aussi celui qui permet symboliquement de refermer la parenthèse des gauches « irréconciliables ».

Ce chemin mérite d'être exploré parce qu'il permet de bâtir une réponse politique conséquente par rapport aux enjeux européens, ensuite parce qu'il ouvre enfin une perspective de refondation à gauche. La France Insoumise a réussi à faire « turbuler le système » lors de l'élection présidentielle de 2017 sur la base d'un projet de rupture avec le capitalisme mondialisé. Nous avons à l'évidence des différences de vues avec une partie de la France Insoumise – en particulier sur la défense de la laïcité et le refus du différentialisme sur lesquels nous n'entendons faire aucune concession. Mais si nous continuons de penser que la question européenne constitue le verrou des politiques de transformation sociale, la logique d'un travail commun avec la France Insoumise s'impose.

* *
*

La gauche est au milieu du gué. Elle doit faire des choix pour les échéances de demain, parce qu'elle ne peut plus se permettre d'échouer dans les urnes si elle veut espérer se relever, elle doit aussi les faire en pensant à plus long terme, car nous devons collectivement construire aujourd'hui ce que nous voudrions être demain en nous adressant aux Français.

Dans la « grande chaudière »¹¹ de notre nation, dont parlait Renan, la gauche républicaine et sociale, si elle veut un jour gagner, doit théoriser et mettre en pratique ce dont elle a eu peur ces vingt dernières années : la fierté d'elle-même, la confiance en ses ressources et en ses idées.

¹¹ « Le Français [...] est ce qui est sorti de la grande chaudière où [...] ont fermenté ensemble les éléments les plus divers. » Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation ? », 11 mars 1882.